



GODWISNER AUDIT

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**CENTRE CHRÉTIEN
DE MANTES LA JOLIE**

35-37 Rue de Garennes
78200 Mantes La Jolie

Comptes clos au 31 décembre 2024

GODWISNER AUDIT
10 Place du Général de Gaulle
60200 Compiègne
CRCC Hauts-de-France

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2024

CENTRE CHRÉTIEN DE MANTES LA JOLIE

35-37 Rue de Garennes

78200 Mantes La Jolie

Au Président de l'association

A l'assemblée générale

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale extraordinaire du 13 avril 2025 dans le cadre des dispositions de l'article L823-1 du code de commerce, nous avons effectué l'audit légal des comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2024 de l'association CENTRE CHRÉTIEN DE MANTES LA JOLIE, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables Français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« *Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L-823-9 et R-823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formulation de notre opinion décrite ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les dons reçus, dont le montant figurant au compte de résultat au 31 décembre 2024, s'établissent à 178 096 euros, sont évalués sur la base des montants reçus et rattachés à l'exercice au cours duquel ils ont été perçus.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport moral et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D-441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement associatif

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables Français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de dissoudre l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilité du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas

d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumuler, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L-823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.

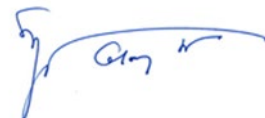
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable et de la continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Compiègne le 26 juin 2025

Marie-Syntyche GANDONOU

Commissaire aux comptes

Cabinet GODWISNER AUDIT



COMPTES ANNUELS

en euros

CENTRE CHRETIEN DE MANTES LA JOLIE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Bilan au 31/12/2024

35-37 RUE DE GARENNES
78200 MANTES LA JOLIE

SIRET : 42007774500024

NAF : 9491Z

Sommaire

Dossier - page de garde	1
Sommaire	2
BILAN	
Bilan Actif	3
Bilan Passif	4
COMPTE DE RÉSULTAT	
Compte de résultat	5
Compte de résultat (Suite)	6
ANNEXE	
Description de l'entité	7
Règles et méthodes comptables	8
Variation des fonds propres	10
Etat des immobilisations	11
Etat des amortissements	12
Etat des créances et dettes	13
Charges à payer et produits à recevoir	14
Honoraires des commissaires aux comptes	15
Liste des filiales et participations	16

Bilan

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	788 579	478 992	309 587	341 678
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	74 794	73 223	1 572	2 779
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	7 296	7 296		
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	870 670	559 511	311 159	344 456
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres				
Valeurs mobilières de placement	15		15	15
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 537		5 537	814
Charges constatées d'avance				94
TOTAL III	5 552		5 552	922
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	876 221	559 511	316 710	345 379

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	112 636	112 636
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	83 034	106 339
Excédent ou déficit de l'exercice	404	-23 305
Situation nette	196 074	195 669
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	7 393	8 724
Provisions réglementées		
TOTAL I	203 467	204 393
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	100 381	125 352
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 260	7 570
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	7 602	8 064
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	113 244	140 986
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	316 710	345 379

Compte de résultat

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	153 096	135 348
Mécénats	25 000	20 500
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	300	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		1 279
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		15
TOTAL I	178 396	157 142
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	36 984	41 686
Aides financières	5 264	7 088
Impôts, taxes et versements assimilés	132	128
Salaires et traitements	80 289	76 819
Charges sociales	16 620	15 563
Dotations aux amortissements et dépréciations	33 298	33 926
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	2 488	1 466
TOTAL II	175 074	176 676
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	3 323	-19 534
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	28	71
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	28	71
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	4 277	5 173
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	4 277	5 173
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-4 249	-5 102
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-926	-24 636

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	1 330	1 330
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	1 330	1 330
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 330	1 330
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	179 755	158 544
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	179 351	181 849
EXCÉDENT OU DÉFICIT	404	-23 305

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe

DESCRIPTION DE L'ENTITE

Identité de l'Association

L'Association dénommée CENTRE CHRETIEN DE MANTES LA JOLIE a été fondée le 16/10/1996. Elle est régie par les lois du 9 décembre 1905, du 1er juillet 1901 et par les décrets du 16 mars 1906 et du 16 août 1901.

Son siège social se situe au 35-37 Rue des Garennes - 78200 MANTES LA JOLIE

Elle est déclarée en préfecture des Yvelines.

Son numéro Siret est le 420 077 745 00024

Objet social

L'Association a pour objet exclusif d'assurer l'exercice public du culte protestant évangélique, de pourvoir aux frais et besoins du culte ainsi que des divers services et activités qui s'y rattachent légalement.

Nature et périmètre des activités

Conformément au titre IV de la loi du 9 décembre 1905 portant séparation des Eglises et de l'Etat, l'Association exerce exclusivement des activités cultuelles.

Afin de supporter les activités diaconales et sociales, il a été créé une association relevant uniquement de la loi du 1er juillet 1901.

La circonscription religieuse définie par les statuts de l'Association ne connaît aucune limite territoriale.

L'Association gère un seul lieu de culte, au lieu du siège social.

Moyens mis en œuvre

L'Association est propriétaire des locaux nécessaires à l'exercice du culte.

L'Association compte parmi ses effectifs deux ministres du culte et un salarié.

Afin d'assurer le bon fonctionnement associatif, l'ensemble des autres tâches nécessaires à l'exercice du culte est assuré par des bénévoles.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 316 710 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 404 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les dispositions du code de commerce et les règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et notamment :

- le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et ses règlements modificatifs ;
- le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Néant.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Constructions | 30 ans, |
| • Agencements et aménagements | 5 à 30 ans, |
| • Matériel de transport | 5 ans, |
| • Matériel de bureau et informatique | 3 à 5 ans, |
| • Mobilier | 5 à 10 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le compte 261000 enregistre le montant des parts sociales souscrites (500 €) par l'association auprès de la SCI ECOFIDE, soit 50% des parts.

Le compte 267100 enregistre des avances de trésorerie consenties à ladite SCI (solde de 6 796 € au 31/12).

A ce jour la SCI n'a plus d'activité ni de suivi comptable. Les derniers comptes établis en 2020 présentaient une perte.

En conséquence une provision pour dépréciation à hauteur de 100%, soit 7 296 €, est maintenue.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

Les ministres du culte ne relevant pas du droit du travail, aucune indemnité de départ à la retraite ne leur est due. Par conséquent, les comptes de l'entité ne font apparaître aucune provision ou évaluation en ce sens.

Provision pour congés à payer

Les ministres du culte ne relevant pas du droit du travail, les comptes de l'entité font apparaître une provision pour congés à payer qui ne concerne que les salariés qui relèvent du droit du travail.

Cotisations

L'entité n'applique pas de cotisation pour l'adhésion des membres.

Dons manuels

Les dons reçus entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année sont comptabilisés dans les produits de l'exercice et pris en compte pour l'établissement des reçus fiscaux.

Les dons reçus l'année suivante sont considérés comme des produits du nouvel exercice.

Contributions volontaires en nature

L'Eglise reconnaît toute l'importance de l'engagement des bénévoles qui se mobilisent dans le cadre de son activité. La mise en place des outils de décompte d'heures et l'établissement des bases monétaires de la valorisation du temps des bénévoles contreviennent à la nature profonde de cet engagement ainsi qu'à l'objet de l'association.

En conséquence et conformément à l'article 211-4 du règlement ANC 2018-06, aucune valorisation au titre des contributions volontaires en temps des bénévoles n'est effectuée.

Il convient néanmoins de porter à la connaissance du lecteur qu'hormis les postes des deux ministres du culte et de du salarié dont les rémunérations respectives sont enregistrées dans les comptes de l'association, tous les autres services de l'association culturelle sont exercés grâce à l'action bénévole de ses membres.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Variation des fonds propres
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	112 636				112 636
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	106 339	-23 305			83 034
Excédent ou déficit de l'exercice	-23 305	23 305		404	404
Situation nette	195 669			404	196 074
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	8 724			1 330	7 393
Provisions réglementées					
TOTAL	204 393			1 734	203 467

Commentaires : néant

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
Terrains			
Constructions : <ul style="list-style-type: none">- Sur sol propre- Sur sol d'autrui- Générales, agencements et aménagements constructions	471 118 317 461		
Installations : <ul style="list-style-type: none">- Techniques, matériel et outillage- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel : <ul style="list-style-type: none">- De transport- De bureau et informatique, mobilier	2 000 23 621		
Emballages récupérables et divers	49 173		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	863 373		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : <ul style="list-style-type: none">- Participations- Titres immobilisés	7 296		
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL	7 296		
TOTAL GÉNÉRAL	870 670		

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions : <ul style="list-style-type: none">- Sur sol propre- Sur sol d'autrui- Gales, agencts et aménagt. const.			471 118 317 461	
Installations : <ul style="list-style-type: none">- Techniques, matériel et outillage- Gales, agencts et aménagt. divers				
Matériel : <ul style="list-style-type: none">- De transport- De bureau et informatique, mobilier			2 000 23 621	
Emballages récupérables et divers			49 173	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL			863 373	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : <ul style="list-style-type: none">- Participations- Titres immobilisés			7 296	
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL			7 296	
TOTAL GÉNÉRAL			870 670	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre				235 604	15 704		251 308
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				211 297	16 387		227 684
Installations techniques, matériel et outillage industriel							
Installations générales, agencements et aménagements divers							
Matériel de transport				2 000			2 000
Matériel de bureau et informatique, mobilier				22 993	628		23 621
Emballages récupérables et divers				47 023	579		47 602
TOTAL				518 917	33 298		552 215
TOTAL GÉNÉRAL				518 917	33 298		552 215

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	6 796		6 796
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
TOTAL	6 796		6 796

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine	100 381	26 109	74 272	
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	5 260	5 260		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	3 358	3 358		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	4 220	4 220		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	23	23		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	113 244	38 972	74 272	

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	247	309
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 181	5 699
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 054	1 309
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	7 482	7 317

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL		

Honoraire des commissaires aux comptes

Type d'honoraire	Montant
Contrôle légal des comptes	3 360
Conseils et prestations de services	
TOTAL	3 360

Commentaires : néant

Liste des filiales et participations

Dénomination Siège social	Capital Capitaux propres	Q.P. détenue Divid. encaiss.	Val. brute titres Val. nette titres	Prêts avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
Filiales (plus de 50%)					
Participations (10 à 50%)					
SCI ECOFIDE	1 000	50.00	500	6 796	
Autres titres					